

Conseil d'administration
2-3 décembre 2021

En référence au
point 2 de l'ordre du jour

Point à l'ordre du jour : rapports du DG et de la Présidente

Mise à jour des administrateur-riche-s – novembre

Nous rédigeons cette brève mise à jour à la fin de ce qui avait été annoncé comme une semaine historique, mais qui n'a rien donné que ce soit pour les populations de ce monde ou pour la planète :

- Le budget triennal du Royaume-Uni est décevant. Le montant alloué à l'APD inclut désormais les droits de tirage spéciaux (*DTS ou SDR en anglais*) et les dons de vaccins de réserve... sans aucun coût pour le Royaume-Uni. Cela signifie des coupes supplémentaires à court terme.
- Lors du sommet du G20 à Rome en 2021, les dirigeants du G20 ont approuvé l'impôt minimum mondial sur les sociétés mais se sont querellés sur le climat et l'équité en matière de vaccins.
- Lors du sommet de la COP26 à Glasgow, les engagements financiers n'ont pas été tenus - \$100 milliards de financement pour le climat promis en 2009 d'ici 2020 et qui ne seront désormais pas versés avant 2023 - et il en est de même pour les promesses qui nous permettraient de réduire de moitié les émissions d'ici 2030. Ajoutons à cela que notre manifestation clé au Parlement sur les SDR et la crise climatique a malheureusement été annulée à la dernière minute en raison d'une recrudescence des cas de Covid.

Sur le plan politique, nous avons continué à voir des victoires importantes. Après la dépénalisation de l'avortement au Mexique, nous avons reçu une nouvelle extraordinaire du Bénin où le Parlement a voté la légalisation de l'avortement dans la plupart des cas, devenant ainsi l'un des rares pays africains à le faire. Au Bénin, l'avortement n'était jusqu'à aujourd'hui légal qu'en cas de viol ou d'inceste, si la vie de la mère était en danger ou si l'enfant à naître était atteint d'une maladie grave. La nouvelle loi autorise l'avortement si la grossesse est « susceptible d'aggraver ou de provoquer une situation de détresse matérielle, éducative, professionnelle ou morale incompatible avec les intérêts de la femme et/ou de l'enfant à naître ».

L'abrogation permanente de la règle du bâillon mondial (GGR) se rapproche, mais n'est toujours pas été adoptée au moment de la rédaction de ce rapport. Le Parlement namibien débat de l'avortement pour la première fois depuis l'indépendance (merci Bience !). La Grève des femmes en Pologne (que nous soutenons) a porté son combat devant le Parlement européen, obtenant l'inclusion de deux amendements dans une nouvelle résolution sur l'état de droit dans le pays qui qualifie l'interdiction de facto de l'IVG en Pologne d'attaque illégale contre les droits des femmes. La mort d'Izabel, 30 ans, dans un hôpital du sud de la Pologne est la première à être publiquement liée à l'interdiction de l'avortement et pourrait signifier un tournant, comme ce fut le cas pour Savita Halappanavar, décédée en 2012 en Irlande à la suite d'une fausse couche après s'être vue refuser une IVG. Plus de détails [ici](#).

Le Bureau régional africain continue de s'engager auprès du mouvement ghanéen pour contrer la loi draconienne que prépare le parlement ghanéen pour restreindre les droits des LGBTI. Nous avons un

combat à mener et nous engageons également à en faire plus dans ce domaine. Le BRA continuera à coordonner les efforts de plaidoyer à partir de Nairobi et, dans le cadre de la réduction des coûts pour faire face aux réalités budgétaires de l'année prochaine, il devra fermer le petit bureau de liaison d'Addis.

Sur le plan programmatique, il convient de souligner que les services de l'AFGA (Afghan Family Guidance Association) restent opérationnels et qu'un certain nombre de donateurs ont apporté leur soutien à nos efforts humanitaires, tant dans le pays que dans les pays voisins où les réfugiés ont fui. Nous continuons à suivre la situation de près afin de nous assurer que nos services et actions de sensibilisation sont pertinents et adéquats. L'AFGA est parvenue à offrir un peu plus de 160 000 services en août et septembre 2021 et 96 000 en octobre, soit un peu plus que les mois correspondants de 2020 - ceci même si nous avons dû fonctionner avec un système de santé très perturbé et une situation sécuritaire compliquée. Nous avons toutefois constaté une baisse de 30% du nombre de CAP en raison d'une moindre utilisation des méthodes à long terme (DIU).

Avec l'amélioration de la situation sécuritaire, les visites de contrôle sur le terrain ont repris et l'AFGA pu se procurer de nouveaux kits d'accouchement propres. En ce qui concerne les opérations bancaires, tous les transferts sont réouverts, y compris les transferts internationaux, à l'exception des services de change de devises internationales. Avec le soutien du Secrétariat de l'IPPF, l'AFGA a donc pu fonctionner presque normalement.

Au cours de ce trimestre, WISH a réalisé 17% de plus que l'objectif fixé, soit plus de 2,2 millions de CAP à des couples. Le projet a également touché 244 000 nouveaux utilisateur-rice-s de contraception : 13% au-dessus de l'objectif. Malgré un environnement difficile, le projet a continué à fournir des résultats au-delà des attentes. Depuis le début du projet, WISH a atteint plus de 2,6 millions de nouveaux utilisateur-rice-s et fourni plus de 22 millions de CAP dans les 15 pays.

De bonnes nouvelles également du côté des membres : En plus des trois nouveaux partenaires collaborateurs que nous avons annoncés en septembre¹, nous sommes heureux de ce que le Comité des membres ait recommandé les associations d'Antigua et de Dominique à titre de membres associés. Les associations d'Aruba, de Martinique et de Guadeloupe doivent en revanche poursuivre leurs efforts. Gestos (Brésil), une ONG créée en 1993 pour défendre les droits humains des personnes séropositives et des populations vulnérables aux IST, nous a rejoint en tant que partenaire collaborateur.

Du côté de la relation avec les donateurs : Nous nous préparons à une procédure orale pour que le tribunal décide s'il autorise la poursuite du recours judiciaire eu égard à la décision du FCDO de mettre fin à notre programme ACCESS. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous attendons toujours de savoir si le financement de WISH sera poursuivi après avril 2022.

Le Canada a confirmé un financement supplémentaire sur cinq ans de 18 millions dollars canadiens (environ \$14,5 millions) + 2,5 millions de dollars canadiens à l'intention du Safe Abortion Action Fund, que nous hébergeons. Avec le gouvernement des Pays-Bas, le Canada est maintenant le deuxième donateur à s'être engagé sur 5 ans à soutenir l'IPPF 5 ans période qui est aussi celle du nouveau cadre stratégique. Leur soutien nous amène ainsi en 2026 et cela témoigne de leur confiance en une

¹ L'[Institute for Family Health \(IFH\)](#), l'[Institute for Family Health \(IFH\)](#) (Jordanie), [CEMOPLAF](#) (Ecuador) et la [LLAVES Foundation](#) (Fundación Llanto, Valor y Esfuerzo, Honduras).

stratégie à laquelle ils n'éprouvent aucun problème à donner leur aval. En 2022, nous recevons également \$500 000 de la Fondation Gates en soutien au processus de développement de la stratégie.

Nous avons également confirmé €1,5 million du gouvernement allemand pour poursuivre les programmes de SSR en Afghanistan ainsi que pour la population afghane réfugiée à la frontière du Pakistan.

La Fondation ICA nous a approchés pour héberger leur hub des Caraïbes, afin de soutenir le don de dispositif intra-utérin à libération de lévonorgestrel (DIU LNG).

La transformation opérationnelle et de la gouvernance continue de progresser : des efforts considérables ont été déployés pour aider les AM à élaborer leurs plans d'activités en vue de leur revue par l'équipe de transition TRT et pour produire le plan/budget consolidés du Secrétariat unifié pour 2022 qui est présenté au cours de cette réunion à fins d'approbation. Il s'agit d'une étape importante. Pour la première fois, la gouvernance et les cadres supérieurs peuvent se faire une idée de la forme et de la valeur du portefeuille global de l'IPPF. Il s'agit d'un budget profondément affecté par les coupes du FCDO mais qui prévoit tout de même une augmentation de 10 % des ressources non restreintes destinées aux AM (par rapport au budget approuvé 2021). Les prévisions de fin d'exercice 2021 semblent également positives.

Les progrès se poursuivent sur le front de la stratégie : les tables rondes sont bien avancées, la recherche a été commandée, les enquêtes sur les AM et les donateurs sont terminées, deux sessions de consultation des donateurs sont également achevées et les forums de jeunes et les forums régionaux continuent d'alimenter la stratégie.

L'initiative de gouvernance des AM est en bonne voie, les AM du 1^{er} cycle devant achever leur engagement d'ici la fin de l'année ; les amendements constitutionnels devraient être approuvés d'ici là. Les AM du 2nd cycle sont en train de terminer leur analyse. Malheureusement, la crise humanitaire en Afghanistan a entraîné des retards. Les AM du 3^{ème} cycle ont terminé le recrutement des consultants pour l'analyse de la gouvernance.

En octobre, Alvaro a recommencé à voyager pour l'IPPF pour la première fois depuis le début de la pandémie. Il a rendu visite à des partenaires clés des gouvernements du Danemark, des Pays-Bas, de la France et de la Norvège, ainsi qu'à nos associations membres, et Mina est à NY/DC pour rendre visite à nos partenaires basés aux Etats-Unis. Ces visites nous permettent de démontrer le rôle de l'IPPF dans la réalisation de nos objectifs de développement communs et de les informer de nos principales priorités organisationnelles et programmatiques.

En ce qui concerne le Secrétariat, nous terminons la première partie du projet visant à instaurer l'équité dans les grilles de salaires du Secrétariat. La première phase, en 2022, consistera à élever au minimum de la grille (sous réserve de performance) les personnes qui se trouvent en deçà de cette nouvelle grille de référence. Les ressources nécessaires ont été inscrites au budget 2022. La communication avec les collègues du Secrétariat visant à partager avec elles et eux les conclusions de la revue et les impliquer dans la suite du process commencera début décembre.

Nous commençons également à entamer des conversations sur le « travail hybride » et ce à quoi cela voudrait dire pour nous. Tout SARO est retourné au bureau, d'autres adoptent des approches mixtes en fonction du contexte local. C'est un moment important pour réfléchir aux possibilités de rendre productives différentes méthodes de travail et reconnaître les préférences individuelles et collectives.

Pour la période de huit mois se terminant le 31 août 2021, nous disposons d'un excédent important, bien supérieur au budget. Cela est principalement dû à de nouvelles subventions restreintes de \$15,1 millions de la part du gouvernement australien (Covid et violence sexiste), à une sous-utilisation de \$15,3 millions du projet WISH2Action (car les coûts sont répartis sur la période de prolongation sans frais) et au fait que le versement des subventions non restreintes aux AM est en retard de \$10,6 millions sur le budget.

En prenant les chiffres réels pour les huit mois se terminant le 31 août 2021 et les chiffres prévus pour les quatre mois suivants, la position à la fin de l'année 2021 est un excédent consolidé de \$14,2 millions (financement non restreint et restreint).